



**BANQUE
LAURENTIENNE**

COMMUNIQUÉ

Pour diffusion immédiate

Perspectives économiques provinciales 2008-09, par Sébastien Lavoie, économiste chez Valeurs mobilières Banque Laurentienne

Montréal, 10 janvier 2008 – Sébastien Lavoie, économiste chez Valeurs mobilières Banque Laurentienne, a dévoilé ce matin les perspectives économiques provinciales pour 2008-09. Le rapport complet est disponible sur le site Internet à l'adresse suivante:

<http://www.vmbi.ca/RechercheEconomique>

Ralentissement économique pour la plupart des provinces en 2008

En 2008, l'économie canadienne fait face à des défis importants : prix de l'énergie plus élevé, un dollar canadien fort, une demande intérieure américaine faible et une volatilité accrue sur les marchés financiers. Selon nous, le ralentissement économique continuera et se fera sentir dans la plupart des provinces.

Malgré quelques signes de ralentissement, l'Ouest canadien dominera encore en 2008. En Colombie-Britannique, l'économie devrait croître d'au moins 3 % par an d'ici les Jeux olympiques d'hiver de 2010. L'investissement et les dépenses de consommation robustes compenseront pour la détérioration du secteur de l'habitation américain. En Alberta, la décision d'accroître les redevances sur l'énergie de 20 % d'ici 2010 amènera les compagnies pétrolières à réduire leurs investissements. Néanmoins, le fait que la croissance économique ralentira à 3 % en 2008 n'est pas une si mauvaise chose en soi, car cette modération permettra aux Albertains de reprendre leur souffle. La Saskatchewan et le Manitoba devraient tirer leur épingle du jeu avec une croissance respectable de 2,5 %-3,0 %, soit légèrement au-dessus de la moyenne nationale de 2,3 %. Le redressement démographique en Saskatchewan et les prix élevés des matières premières devraient continuer à porter fruit. L'économie diversifiée du Manitoba et d'importants investissements permettront à la province de connaître une autre bonne année.

Dans le centre du pays, c'est un peu le même disque qui tourne. Les économies manufacturières de l'Ontario et du Québec, qui représentent environ 60 % de l'économie canadienne, continueront de progresser modestement. L'économie québécoise croît près de 2 % depuis 2001 et rien ne nous laisse croire que cette tendance changera drastiquement en 2008. La demande intérieure devrait bien se porter en raison de la hausse du revenu et de baisses d'impôts.

Toutefois, la correction manufacturière persistera en tandem avec le huard fort et la faiblesse de l'économie américaine, entraînant d'autres pertes d'emploi. Les Ontariens ont aussi connu des jours meilleurs. Pour la toute première fois en 2007, il est relativement plus difficile de dénicher un emploi en Ontario que dans le reste du pays. Pour 2008, des perspectives plutôt sombres pour la vente de véhicules automobiles et la détérioration du marché du logement au sud de la

frontière pèseront lourd sur les secteurs automobile et forestier. De plus, l'activité résidentielle et les dépenses de consommation devraient sous-performer la moyenne nationale.

Dans l'Atlantique, la croissance économique sera modeste dans l'ensemble, mais variera quelque peu d'une province à l'autre. Après avoir connu une bonne année 2007 en raison d'un bond dans la production de pétrole, l'expansion économique à Terre-Neuve et Labrador sera très timide en 2008 en raison du déclin de la population et de perspectives moins encourageantes sur le marché du travail. À l'Île du Prince Édouard, l'économie devrait également progresser de moins de 2 % cette année. En Nouvelle-Écosse, la performance devrait être respectable bien qu'en dessous de la moyenne nationale. Des négociations fructueuses avec Ottawa au sujet des revenus énergétiques extracôtiers pourraient aider la situation économique et fiscale de la Nouvelle-Écosse à plus long terme. Finalement, c'est le Nouveau-Brunswick qui devrait terminer au premier rang des provinces de l'Atlantique en 2008 en raison de la vigueur de l'investissement non résidentiel.

La santé financière des provinces perdra un peu de lustre

Depuis quelques années, la bonne performance de l'économie canadienne a permis aux provinces d'accroître leurs recettes, d'enregistrer des surplus budgétaires, de réduire le fardeau de la dette et d'améliorer leurs cotes de crédit. Toutefois, la situation budgétaire des provinces devrait perdre un peu de lustre compte tenu du ralentissement économique. Pour l'exercice fiscal en cours, le surplus combiné des provinces devrait être le plus faible des quatre dernières années, soit 7 milliards de dollars. Encore une fois, les résultats budgétaires varient beaucoup d'un océan à l'autre. Les gouvernements provinciaux dans l'Ouest canadien enregistrent de bons surplus alors que dans le centre du pays et l'Atlantique, atteindre l'équilibre budgétaire demande beaucoup plus de discipline.

Les ministres des finances préparent présentement le terrain pour la saison des budgets 2008. Compte tenu du ralentissement économique, l'année fiscale 2008-09 sera tout un défi à relever. Cela dit, il est très improbable que les provinces retournent en territoire déficitaire comme dans le passé. Compte tenu de la montée des sommes allouées en infrastructures et en santé, certaines provinces pourraient devoir freiner quelque peu la croissance des dépenses dans d'autres départements pour assurer l'équilibre budgétaire. Quelques entreprises bénéficieront d'allègements fiscaux déjà annoncés, tels les plans d'aide au secteur manufacturier des gouvernements du Québec et de l'Ontario. Les particuliers ne devraient pas s'attendre à de nouvelles baisses d'impôts. La réduction de la dette des provinces ne devrait pas être majeure en raison de surplus budgétaires plus minces. Par contre, les politiques environnementales pourraient bien voler la vedette en 2008.

À propos de la Banque Laurentienne

La Banque Laurentienne est une institution bancaire œuvrant à travers le Canada qui offre des services financiers diversifiés à ses clients. Se démarquant par l'excellence de son service, sa simplicité et sa proximité, elle dessert les particuliers, ainsi que les petites et moyennes entreprises. Elle offre aussi ses produits à un vaste réseau externe d'intermédiaires financiers indépendants, par l'entremise de B2B Trust, de même que des services de courtage en valeurs mobilières via Valeurs mobilières Banque Laurentienne.

La Banque Laurentienne est solidement implantée au Québec avec le troisième plus important réseau de succursales. Ailleurs au Canada, elle intervient dans des secteurs ciblés où elle occupe une position enviable. La Banque Laurentienne gère un actif au bilan de près de 18 milliards de dollars, de même que des actifs administrés de plus de 15 milliards de dollars. Fondée en 1846, elle compte quelque 3 300 employés.

Pour renseignements :

Gladys Caron
Vice-présidente
Affaires publiques, communications et relations avec les
investisseurs
Bureau : 514 284-4500, poste 7511
Cellulaire : 514 893-3963
gladys.caron@banquelaurentienne.ca